



Rapport sur le colloque

Les religions dans les démocraties

Tunis 25 & 26 juin 2011

Konrad-Adenauer-Stiftung

Et

Chaire Unesco des Etudes comparatives de religions

Dans le cadre du Programme exceptionnel établi entre la Chaire UNESCO des Etudes comparatives de religions et la Konrad Adenauer Stiftung, visant à organiser des rencontres pour accompagner la transition démocratique en Tunisie, et suite au deux workshops « Les transitions démocraties dans le monde » (15 avril) et « Religions sans frontières » (28 et 29 avril), une troisième rencontre scientifique a eu lieu les samedi 25 et dimanche 26 juin, à l'hôtel Africa (Tunis), sur le thème : **LES RELIGIONS DANS LES DEMOCRATIES**. Le choix d'un week-end se justifiait par la volonté de toucher un plus large public. En effet, un public nombreux et varié a assisté aux travaux du colloque.

Les objectifs de la rencontre étaient les suivants :

Premièrement : Exposer les expériences des démocraties confirmées en matière de gestion du rapport entre religion et espace politique et l'adéquation entre la conscience religieuse et l'impératif démocratique, tout en mettant en exergue la diversité de ces expériences en fonction des spécificités des sociétés concernées.

Deuxièmement : Approfondir la connaissance des démocraties émergentes dans le Monde musulman à travers l'Indonésie qui s'était débarrassée depuis 1998 du dictateur Suharto, et la Turquie qui associe un système politique séculier et un gouvernement islamiste modéré.

Troisièmement : Débattre de l'avenir des révolutions arabes en matière de relation entre la religion et la démocratie, eu égard aux problématiques et polémiques suscitées actuellement en Tunisie et en Egypte.

Quatrièmement : S'inspirer de la méthodologie des études comparées qui considère les sociétés arabes comme étant liées à une expérience universelle, et que l'adéquation entre la religion et la démocratie est une problématique générale que toutes les sociétés en phase de modernisation ont eu à affronter.

Cinquièmement : Appeler les révolutions démocratiques arabes qui se sont déclarées tardivement par rapport à d'autres régions du monde à s'inspirer des expériences précédentes, tout en respectant leurs spécificités et leurs contextes.

Le colloque a été inauguré par S.E. Taieb Baccouche, Ministre de l'Education et porte-parole officiel du gouvernement de transition. M. Baccouche a insisté sur l'importance cruciale du thème débattu, rappelant des rencontres du même genre qu'il avait organisées à l'Institut arabe des Droits de l'Homme, portant sur islam et démocratie. L'Institut avait alors donné l'occasion de débattre sur ce sujet dans un contexte marqué par la répression de tout débat public. Elargir la perspective du sujet sur l'ensemble des religions apporterait des éclairages neufs et permettrait d'aller au-delà de l'expérience islamique, a-t-il ajouté. Il a conclu par un appel vibrant pour encourager l'ijtihad (effort personnel) chez les musulmans et pousser vers la réconciliation entre la pensée religieuse et les valeurs de la modernité et de la démocratie. La Tunisie se doit de donner l'exemple d'une révolution qui ouvre une ère démocratique à l'ensemble des sociétés arabes.

M. *Klaus D. Loetzer* a évoqué son expérience de l'islam africain qui s'était transformé au cours des années d'un islam mystique, ouvert et tolérant, à un islam salafiste et rigide. Sous l'effet de l'ingérence wahhabite, des sociétés africaines ont fini par sombrer dans le fanatisme et ont perdu leur cohésion sociale. Il a d'autre part rappelé l'histoire allemande contemporaine et les phases charnières que son pays a eues à affronter, suite à la chute du nazisme d'une part, puis après la réunification d'autre part. Il a insisté sur la volonté de la Fondation Konrad Adenauer d'accompagner la transition démocratique tunisienne et de permettre un échange fructueux entre les Tunisiens et les Européens en général, et les Allemands en particuliers, sur les sujets d'intérêt commun.

Dans sa présentation scientifique du colloque, le Professeur *Mohamed Haddad* a appelé à trouver des solutions de compromis pour bâtir la nouvelle société démocratique en Tunisie. La révolution tunisienne a battu en brèche la thèse de l'exception culturelle, telle qu'elle a été développée par Huntington et ses partisans. Elle a montré que l'idéal démocratique est une valeur universelle et qu'il est revendiqué par tous les peuples, il ne constitue nullement une exception occidentale. Une idée pourrait naître dans un contexte délimité puis se transformer en patrimoine humain dont personne ne peut revendiquer la propriété exclusive, c'est le cas de la démocratie.

Les grandes religions, notamment le bouddhisme, le christianisme et l'islam, ont balisé le terrain pour l'émergence de la démocratie dans les temps modernes en inculquant les valeurs de l'égalité entre les humains et la responsabilité individuelle, et en appelant à refuser l'injustice et la tyrannie. En soi, la religion ne s'oppose pas à la démocratie. Cependant, la pensée religieuse véhicule une longue tradition de tyrannie qu'il faudrait aujourd'hui passer au crible de la critique. La religion dans une société démocratique est autre que la religion dans une société traditionnelle, non pas que l'on doit changer de religions ou de convictions religieuses, mais que l'on doit instaurer une nouvelle pensée religieuse qui soit en adéquation avec les valeurs de la démocratie et des Droits de l'Homme. Pour réussir dans cette démar-

che, les Tunisiens ont tout à gagner en s'inspirant des expériences des autres sans pour autant prétendre les copier ou les projeter sur une réalité sociale et culturelle différente. L'unicité de la civilisation ne doit pas voiler la multiplicité des cultures et des expériences historiques. Bien au contraire, c'est en respectant les spécificités que l'universel se diversifie et s'enrichit des apports des peuples.

Prenant en considération que le modèle le plus connu en Tunisie est le modèle français, la première session du colloque a été consacrée pour exposer des modèles tout aussi séculiers mais établissant néanmoins avec la religion une relation apaisée. Ainsi le doyen Bernard Feltz a-t-il exposé le modèle belge, le Professeur *Paolo Naso* le modèle américain, le Juge *Klaus Reinhold* la modèle allemand et le Professeur *Anna Dluzewska* le modèle polonais. Le Père *Maurice Borrmanns* a parlé de l'évolution de la position de l'Eglise catholique et des catholiques en France et en Italie à l'égard de la laïcité. Tous ces exposés se sont recoupés sur l'idée que la sécularisation n'est pas une négation de la religion, sauf dans les cas des régimes politiques totalitaires à l'instar des ex-régimes communistes. Si Dieu est cité dans plusieurs constitutions, il n'en demeure pas moins que le peuple est considéré partout comme étant souverain. Une « laïcité apaisée » a fini par se substituer à la laïcité rigide du XIX^e siècle, mais surtout est-elle devenue un sujet de convergence plutôt que de divergence dans les sociétés démocratiques.

Ce constat se confirme en passant en revue les expériences démocratiques jeunes dans le monde musulman. En Turquie particulièrement, le Parti pour la Justice et le développement (AKP), actuellement un pouvoir, ne se proclame pas comme étant un parti islamiste même s'il se réfère à la tradition islamique. Il ne prône nullement l'application de la charia ou l'instauration d'un pouvoir religieux. Il œuvre pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, ce qui étend l'acceptation des valeurs séculiers et les Droits de l'homme dans leur acceptation universelle. Le riche débat qui a suivi les interventions de deux chercheurs turques, *Mohamed Zahed Gul* et *Borhan Kuruglu*, laissent entendre que le modèle de l'AKP se rapproche davantage de la démocratie chrétienne que du modèle de l'islamisme classique. La constitution et le système politique turques n'ont pas été remis en cause, ni d'ailleurs le modèle de la société turque qui demeure moderne dans son vécu et ses mœurs. Contrairement à la Révolution iranienne, l'arrivée au pouvoir de l'AKP n'a pas divisé la société turque ni bouleversé son quotidien. Elle a plutôt permis à cette société de retrouver la fierté d'une frange de son histoire occultée par le Kamalisme et l'a libéré d'un discours prônant la sécularité et le modernisme pour imposer une pratique autoritaire du pouvoir et une mainmise sur l'économie de la part d'une minorité se proclamant du Kamalisme. Le cas de l'Indonésie, pays islamique ayant chassé le dictateur Suharto depuis 1989, va dans le même sens. Le parti Nahdat al-Uléma est un parti qui a su préserver l'unité nationale dans le plus grand pays islamique en termes de nombre d'habitants, un pays qui se caractérise toutefois par une extraordinaire diversité religieuse et ethnique. On s'est demandé si le soubassement mystique de l'islam indonésien ne serait-il pas un facteur essentiel pour expliquer cette attitude. Là était donc l'essentiel de la deuxième séance scientifique du colloque.

La troisième séance a été consacrée aux débats actuels en Egypte et en Syrie sur le rapport entre la religion et la démocratie. Ont participé à cette séance messieurs *Adel Omar Chérif* (juge de la cour constitutionnelle), *Nabil Abdelafattah* (chercheur au Centre des études stratégiques d'al-Ahram), *Abdullah Turkmani* (intellectuel syrien réfugié en Tunisie) et *Hazem Saghia* (journaliste et écrivain libanais). Certes, au Machrek, la question religieuse est doublée d'une question ethnique. Cependant, M. *Nabil Abdelfattah* a agréablement surpris l'auditoire en exposant un manifeste signé à la fois par le Cheikh al-Azhar et des ulémas de cette prestigieuse institution musulmane et des intellectuels « modernistes » de grande renommée. Plusieurs participants se sont demandé si la Tunisie, plus homogène religieusement et ethniquement, ne serait pas en droit de réussir le mieux un modèle d'entente entre les deux courants majeurs qui se disputent la scène politique et culturelle. Par delà les divergences, il doit bien y exister un nombre de principes fondamentaux sur lesquels tous les citoyens pourraient tomber d'accord afin d'incarner une nouvelle ère démocratique et pluraliste.

Enfin, c'est la Tunisie qui a été le thème du débat de la deuxième journée du colloque. Le Professeur *Habib Janhani* a parlé de l'expérience de l'islam primitif pour appuyer l'idée de la séparation du religieux et du temporel, rappelant les événements de la « grand discorde » (fitna al-kubra) qui avait déjà marqué la conscience de la première génération des musulmans et qui témoigne que derrière un discours religieux, ce sont surtout des intérêts politiques qui étaient en jeu. *Mounir Kchaou*, philosophe, a exposé les débats philosophiques récents sur le thème de « post-sécularisation », attirant l'attention que ce terme ne signifie pas un retour en arrière et une reprise d'une posture pré-moderne dans la relation religion/Etat, mais le développement d'une problématique philosophique qui s'insère dans un horizon politique mondialisé. *Amel Moussa*, auteur du livre « Bourguiba et l'islam », a exposé le rapport du fondateur de la Tunisie moderne avec la religion, concluant que ce rapport était essentiellement d'ordre pratique. Bourguiba puisait ses arguments tantôt dans l'islam tantôt dans la philosophie moderne, au gré de ses visées politiques et parfois de ses propres intérêts.

M. *Mohamed Goumani*, leader d'un parti « islamiste » modéré en Tunisie, a plaidé pour une politique réaliste qui fait fi des considérations idéologiques et se concentre sur ce qui pourrait constituer une plateforme commune entre les divers partis politiques. Enfin, très attendue, l'intervention de M. *Ajmi Lourimi*, membre du bureau politique du Parti Nahda (islamiste), a essayé de mettre en avant la détermination des islamistes tunisiens de ne pas accaparer la représentativité de la religion, et encore moins d'instaurer un régime théocratique. Il a considéré le rapport de son parti à la religion et à la tradition musulmane comme étant un rapport d'inspiration et non de référenciation. L'ambiguïté du rapport entre la religion et l'Etat est un problème, selon lui, qui doit mobiliser les compétences de tous les intellectuels et il n'appartient pas à son parti de le trancher seul. Les professeurs *Cherif Ferjani* et *Mohamed Haddad* ont insisté sur la nécessité de cadrer le débat dans une perspective moderne et de prendre en considération que dans toutes les démocraties existantes jusqu'à présent, il y a toujours eu d'une façon ou d'une autre une forme de sécularisation du politique. Cette sécularisation est présente aussi dans l'histoire

musulmane. M. Haddad a renvoyé à certains de ses travaux islamologiques qui défendent la thèse que l'Empire ottoman avait sécularisé à sa façon l'exercice de la politique ; le nombre de chrétiens d'Istanbul au XVIII^e siècle égalait presque le nombre des musulmans ; le sultan nommait indifféremment des chrétiens ou des musulmans dans les postes politiques et administratifs clés, uniquement selon leurs compétences et leurs loyautés. Les religieux pouvaient exercer des pressions politiques mais ne pouvaient prétendre à des charges politiques ou administratives. La légitimité du champ politique était une légitimité intrinsèque. M. Haddad a considéré que la réhabilitation du passé ottoman, que la Tunisie a vécu pendant quatre siècles, devrait renforcer une vision moderne de la politique plutôt que servir d'alibi pour défendre des projets rétrogrades au nom de la religion.

Bien évidemment, la dernière session a suscité beaucoup de débat entre les participants et dans le public. Cependant, ce débat s'est déroulé en général dans le calme et dans le respect mutuel. Une proposition a été faite pour lancer un appel de réconciliation et constituer un comité de bons offices afin de permettre de reprendre le déroulement ordinaire des travaux de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, lesquels travaux ont été mis à mal à cause des altercations répétées entre « islamistes » et « modernistes ».

Enfin, les participants au colloque ont présenté les recommandations suivantes :

- La nécessité de comprendre les expériences modernes dans leurs nuances et leurs profondeurs, avec la possibilité d'en tirer quelques éléments d'inspiration, tout en respectant les particularités locales.
- La nécessité d'éviter tout amalgame entre la sécularisation et l'athéisme (ou, généralement, l'atteinte à la religion), puisque le premier concept relève de la philosophie politique et le deuxième relève du domaine de la liberté de croyance. Deux concepts n'appartenant pas au même registre ne peuvent se confondre ni s'exclure.
- La nécessité de prendre en compte l'importance du facteur religieux dans la vie des gens, y compris la vie sociale, tout en distinguant l'aspect convictionnel et rituel d'un engagement politique qui se considère inspiré de la religion, afin de respecter l'autre, d'admettre l'altérité et d'éviter toute forme d'accaparement ou de monopole du religieux. La foi ne doit en aucun cas être un prétexte pour atteindre à la liberté d'autrui.
- La nécessité de promouvoir le dialogue et de s'armer de modestie et d'humilité pour discuter de ce genre de sujets extrêmement sensibles dans des sociétés musulmanes peu habituées à l'exercice de la démocratie et de

la liberté. Seul le dialogue permettrait de bâtir la société souhaitée par la jeunesse et les martyres de la révolution.

- La nécessité de donner à la société civile une plus grande place dans la transition démocratique en ce moment critique de l'histoire des peuples arabes et lui permettre de jouer son rôle dans l'éducation démocratique, la vulgarisation des concepts et des idées, et l'ouverture de débats et de possibilités d'information à tout citoyen.

Les participants ont confié au Professeur Haddad le soin de rédiger un communiqué de presse mettant en exergue les deux recommandations principales du colloque, à savoir l'ouverture aux expériences mondiales et l'appel à la poursuite du dialogue entre islamistes et modernistes au sein de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la Révolution. Ils lui ont confié la tâche de contacter les personnes adéquates pour la constitution d'un comité de bons offices œuvrant dans ce sens.

La Konrad-Adenauer-Stiftung a été vivement remercié pour l'effort exceptionnel qu'elle a consenti depuis la Révolution afin de soutenir la société civile tunisienne et l'aider à s'acquitter de sa tâche lors de cette phase sensible et délicate de l'histoire du pays.

Tunis, 10 juillet 2011

Prof. Mohamed HADDAD